



Nationaliste indonésien co-fondateur du MNA décédé le 21 juin 1970

AHMED SOEKARNO



FANAL

JOURNAL INDEPENDANTIS RENIONE

Edité par L'organisation Populaire pour la Libération de la Réunion - LPLP - 5 rue du Port 97427 Etang-Salé Les-Hauts

Bureau : 0262 353 476 - Mobile : 0692 168 947 - E-mail : fanal@mail-reunion.com

N° 7 novembre 2014 - Tirage 2500 exemplaires - Dépôt légal : 2013/0497 - ISSN : 2266-9434

Directeur de publication : Bernard GRONDIN

Anti-impérialiste chilien Président de la République décédé le 11 septembre 1973



SALVADOR ALLENDE

Le colonialisme français continue à spolier la terre des réunionnais

Lors d'une conférence de presse le Kolèktif Domoun Atèr Solidèr a dénoncé l'arbitraire colonial contre les familles réunionnaises

Début septembre, répondant à l'appel de détresse d'une grand-mère de 91 ans et de son fils, le KADAS - Kolèktif Domoun Atèr Solidèr, le LPLP, Kozkafnasyon, kayanmbé ek Maximin Boyer et d'autres organisations, se sont mobilisés avec une centaine de personnes pour dénoncer dans une conférence de presse suivi d'un kabar l'arbitraire colonial contre les familles réunionnaises. Selon Aline Murin présente sur place, l'expropriation serait un peu un héritage colonial - qui prene les réunionnais en otage. Ainsi, ces familles sont dépossédées de leur patrimoine, le même procédé utilisé par le Parc National. Dans le cas de Madame Aure-Zitte à la Souris-Chaude Trois bassins, c'est la DEAL zakaparèr, avec la complicité des services de l'urbanisme de la mairie - qui délivrent des permis de construire sur les terrains Zitte, alors qu'eux sont menacés d'expulsion avec destruction de leur petite maison. Deux baraquas de 25 à 30m2 sur les 400m2 qui leur reste, ils sont spoliés, dépouillés. Le maire de la commune aurait les deux mains liées par les lois coloniales françaises lui obligeant de répondre aux demandes de permis de construire, au dépend des administrés indigents et ayants droits.

Zordi minm èk in lak terin, oulé pi proprièter - Les promoteurs à l'affût

Dans le cas des familles Zitte-Aure, le terrain de 250 hectares de leur grand père acté de 1881, ce titre n'est pas reconnu des autorités coloniales française. En attendant se sont de belles villas qui se construisent tout autour dans la région de la Souris-Chaude sur le bord de mer de Trois-Bassins, sans doute des promoteurs à l'affût pour un nouveau paradis touristique, expliquerait ce déni de propriété. A l'Etang Salé, Madame Fontaine, absente de La Réunion, travaillant en France, de retour au pays, elle se voit dépossédée de ses deux terrains de 11000 et de 12 000m2 par la SOGEDIS (en procès d'ailleurs) - à Saint Joseph, un autre cas a été signalé. Les personnes concernées étaient présentes. La liste est loin d'être close au vu des informations qui nous



parviennent chaque jour. C'est le règne de l'arbitraire colonial, le début d'un génocide qui s'annonce contre la population réunionnaise. Seule la mobilisation et la solidarité de tous permettront aux réunionnais de retrouver leurs droits et de jouir en toute sérénité de leurs biens.

Kisa lé dérièr toutsa apar léta kolonial franse ek son bann zakaparèr ... rényoné rouv lo zié, domin sra tro tar.

Comme prévu, un maloya-rézytans et de solidarité avec le groupe Cimendef et d'autres maloyers présents a clôturé l'après midi du 6 septembre.

Le combat a continué, le 26 septembre dernier cette fois-ci devant la Mairie de Trois-Bassins, le Kolèktif Domoun Atèr Solidèr, le LPLP, Kozkafnasyon ont par leur présence manifesté leur soutien avec Monsieur Zitte pour exiger que s'arrêtent l'arbitraire et l'injustice et que cesse les menaces qui pèsent sur son patrimoine, et sur Madame Aure sa maman.

Léta kolonial franse y respèk pi nou bann granmoun ... ou sa nou sava komsa.

Listwar i répète - Yèr kont lo pèp Kanak, zordi kont lo pèp Rényoné

Dans le premier quart du 20ème siècle, entre 1914 et 1916, par l'application vicieuse d'un artifice du domaine du Code forestier de circonstance, les Kanaks et les Algériens ont été victimes du même procédé. Ils ont été chassés dans les montagnes abruptes et caillouteuses, les bonnes terres étant réservées aux colons blancs envahisseurs. En Algérie, les paysans pauvres ont été spoliés de la moitié de leurs propriétés.

Les menaces d'expropriations multiples et arbitraires, la déportation de nos enfants par le canal de la mobilité, CNARM, ANT font peser sur notre peuple à moyen ou à long terme, sa disparition totale dans l'océan indien. Pour éviter notre effacement en tant que peuple, la mobilisation de tout un chacun est d'une nécessité vitale pour ne pas être demain les Palestiniens de l'Océan Indien.

Soyons solidaire de ces victimes du système colonial français, aujourd'hui nous soutenons un voisin, un dalon, un kamarad ... kan sra nout tour bandna sra la po nou.

EN BREF

LANGUES REGIONALES LANGUE NATIONALE

Les langues régionales un concept franco-européen transposé en pays colonial, le Kréol réunionnais est la langue maternelle des réunionnais, la langue nationale de La Réunion. Parler de langue régionale pour ce qui est du kréol réunionnais c'est reconnaître de fait le statut français de notre pays et renier notre identité nationale dans toute sa globalité.

La Kanaky devant l'ONU

Une délégation du FLNKS était début octobre devant le Comité de décolonisation de l'ONU à New-York dans le but "de tenir l'ONU informée du processus de décolonisation et d'émancipation" en Kanaky. Roch Wamytan a accusé l'état colonial français de ne pas laisser "une seule lueur d'espoir et de liberté d'avenir à la jeunesse kanak".

En début d'année, il y a eu la visite du comité de décolonisation de l'ONU en Kanaky, leurs interventions à l'ONU avait pour but de renforcer les recommandations formulées en conclusion de ses travaux afin qu'elles soient reformulées" a encore affirmé le leader indépendantiste kanak.

La loi française interdit de couper l'eau et l'électricité

La loi 15 avril 2013 et son décret d'application du 27 février 2014 interdit désormais à un distributeur de couper l'eau ou l'électricité en cas d'impayé, si le client est dans une situation financière difficile. Un texte qui ne semble pas s'appliquer à La Réunion "département français" quand on voit le nombre grandissant de personnes qui sont aujourd'hui sans eau, sans électricité.

Le chômage baisse à l'île Maurice

Le taux de chômage passera en dessous de la barre des 8% à la fin de l'année à l'île Maurice, pays indépendant depuis les années 60 ... à La Réunion nous sommes à plus de 30% et le chômage continue de grimper et battre des records. La seule solution proposée par nos élus et l'état colonial français, c'est l'exil et le non-développement du pays. Comment des élus soi-disant responsables peuvent laisser faire et rien faire pour redresser la barre et remettre notre économie sur les bons rails. A cette cadence et devant l'impotence de ceux qui nous gouvernent le peuple finira par les sanctionner tous lors des prochaines échéances ou les démettre de leurs responsabilités bien avant. La population n'en peut plus d'attendre le changement ... elle arrivera par la mobilisation et la solidarité de tous.

DE LA CONTINUITE TERRITORIALE A LA CONTINUITE COLONIALE

Pris dans la colle Jacques de la continuité territoriale, le Président du Conseil Régional Didier Robert a convoqué - comme du temps de Michel Debré - drapo fransé anlièr, par cars spéciaux un nombre indéterminé de "volontaires" à une grande messe coloniale à Saint-Denis pour défendre La Réunion française, sous couvert de continuité territoriale, comme certains le faisaient à Alger dans les années 60.

Il y avait bien entendu leurs militants, ceux de l'UMP et de la droite ultra libérale, ceux de La Réunion française ... mais aussi bon nombre d'autres, qui n'avaient eu le choix, que d'être présent et mise en congé d'office pour grossir le tas des manifestants. Les réunionnais ont boudé cette virée sur la capitale et ne se sont pas laissés manipuler par ceux qui préparent dès à présent les prochaines élections départementales et régionales.

Cette manifestation n'avait pas pour objet de défendre nos intérêts, ceux des réunionnais, mais de nous tromper sur leurs vraies motivations. Le problème de la soit-disante continuité territoriale se pose depuis le 19 mars 1946, ils ont mis du temps à se réveiller et à se rendre compte, que depuis 68 ans on nous avait décrété français à l'insu de notre plein gré. Ils ont peur que la mane coloniale cesse, sans moyens financiers ils ne tiendront

pas longtemps au commandement de leurs collectivité face à la misère, au chômage et à la colère qui gronde.

Ils étaient tous présents ces défenseurs de La Réunion française, il y avait les maires, le sénateur Michel Fontaine, la Présidente du Conseil Général Nassimah Dindar et même le député "frondeur" Thierry Robert. Ils étaient en famille pour défendre leurs propres intérêts, la sainte alliance des akaparar et des bénis oui-oui de la colonie.

Cela n'empêche le problème reste entier, des familles sont déchirées, éloignées de leurs enfants et n'ont pas les moyens d'aller leur rendre visite sans une aide sociale, victimes des politiques successives des complices du pouvoir colonial.

Ils ont créé le problème et attendent que les autres trouvent des solutions à leur place, en prenant les réunionnais en otage.

Les îles éparses territoire malgache selon une résolution de l'ONU du 12 décembre 1979

Les Forces Armées de la Zone Sud de l'Océan Indien - FAZOI assurent depuis 1973, la souveraineté française sur les îles Éparses - Europa, Juan de Nova, Bassas da India, les Glorieuses - ces confettis du canal de Mozambique, ainsi que la surveillance des eaux territoriales et de la Zone Economique Exclusive (ZEE). Cette présence militaire permet à la France (avec l'île de Mayotte) de contrôler et de surveiller tout le trafic maritime dans cette zone hautement stratégique.

Cette présence est condamnée par les autorités malgaches et dénoncée par les Nations-Unies dans une résolution du 12 décembre 1979 pour violation par la France de l'intégrité territoriale du territoire malgache au moment de l'indépendance.

La France avait pris les devants le 6 août 1955 en détachant arbitrairement et par décret ces îles de Madagascar. Ces îlots inhabités objet de litige franco-malgache avec Mayotte et La Réunion permettent à la France d'être la deuxième puissance mondiale maritime. Aujourd'hui il serait même question de découverte de pétrole dans cette zone contestée, pour vous dire que l'enjeu est considérable.



Parmi les îles éparses on trouve également l'île de Tromelin revendiquée à la fois par l'île Maurice et Madagascar, aujourd'hui sous l'autorité du Préfet des Terres Australes et Antarctiques Françaises - TAAF basé dans le Sud de l'île à Saint-Pierre.

Depuis le 18 septembre dernier, un nouveau préfet des TAAF a été nommé, Cécile Pozzo Di Borgo, précédemment préfet de l'Aveyron - France, a pris ses fonctions le 13 octobre dernier.

Pour vous dire que la présence française est bien contestée dans toute l'Océan Indien, la France n'a pas su assumer son histoire,



SOUTENEZ VOTRE JOURNAL

Pour continuer à faire paraître régulièrement notre journal - nous comptons sur votre entière solidarité En faisant un don, ensemble nous continuerons à dénoncer le système colonial

Kontak : Bernard : 0692 168 947 - Jean-Claude : 0692 444 285

LPLP
FANAL
DRAPO LARENION
KART LIDANTITE
LARENION
LINDEPENDANS
EK LIBERTE



L'indécence ou le mépris du Réunionnais

Lo viv ansanm la pa domin la vèy
Alon sov sat i rès po nout zanfan

Konm in kriy dézèspwar... Le 14 juillet, fête nationale française. Les troupes coloniales d'occupation défilent dan nout Sindni okipé sous les yeux émerveillés de la bourgeoisie créole, bigarée, zoréolizée, les serviteurs de l'ordre colonial, des parvenus batèr la main avec leur chapeau BBR.

Alors que sous les flonflons de la fête nationale du 14 juillet mobilisent à Sindni la bourgeoisie créole et coloniale, le C. MAC lançait cet appel de désespoir « nous invitons la population réunionnaise, une dernière fois, à un pique nique chemin Volcan, avant fermeture définitive du site du Bois Ouzoux. » Retrouvons nous au tour d'un pique nique partage et citoyen, pour parler de l'avenir de La Réunion. Vous aurez la chance de prendre des photos souvenirs pour montrer aux générations futures ce qu'était La Réunion lontan. On pourrait ajouter, avant de nous faire niquer par ces accapareurs et leurs complices locaux, avec leur sandwich jambon/beurre.

Une centaine de militants diabolisés à l'extrême par les accapareurs du Parc National ont répondu à l'appel du C.MAC, auquel s'est joint une délégation du LPLP pour défendre dans la rue le patrimoine culturel, les valeurs et traditions de La Réunion. Rassemblés sur le site de pique nique de Bois Ouzoux sur la route du volcan, les membres du C.MAC expliquaient aux touristes/visiteurs les raisons de la mobilisation, pour dénoncer la politique de privation des réunionnais de lieux de loisir, de pique nique familial du week-end. En effet, les décideurs du Parc colonial, dit national avec le Conseil Général se sont accaparés, avec divers interdictions plus de 75% du territoire de La Réunion. Nos rivières, nos remparts avec nos forêts sont confisqués, et konm nout maloya devenus patrimoine de l'UNESCO. I zète lo rényoné de ses terres et sans dédommagement, il est dépossédé, les gendarmes l'interdit de travailler son terrain – qui se trouverait dans le périmètre décrété de leur Parc National et sans concertation. Un nid de lézard vert, un nid de papangue gèle 10ha d'un terrain de 15ha. Le prétexte trouvé pour chasser le réunionnais de chez lui – alors que des milliers de réunionnais recherche un emploi, il n'a pas le droit de travailler. C'est ce qui est arrivé à deux planteurs de géranium à la Crête. D'autres témoignages confirment cette volonté de piller les biens réunionnais. Madame Fontaine à l'Étang Salé, de retour à La Réunion après un séjour de plus de 20 ans de travail en France, constate que son terrain, avec la complicité des services de la Mairie est sous l'emprise de la SOGEDIS. Monsieur Zitte témoigne également du vol de ses 150ha de terrain du côté de Trois Bassins, avec menace de l'expulser, lui et sa vieille maman de 91 ans d'une parcelle de

400m2 qui leur reste avec deux baraques,

FAUT-IL S'ETONNER DE CE QUI NOUS ARRIVE ?

Déclaration de Raymond Vergès sur la loi du 19 mars 1946

« Tout ce que nous sommes, tout ce que nous possédons est à vous, accueillez-nous, voici 300 ans que nous attendons ». Ainsi, en 1946, notre pays a été vendu par un agent dormant du colonialisme-progressiste ? qui avait fait allégeance au Maréchal Pétain. Wala zordi poukwé sa nou lé dan la merde et le maitropolitin se comporte comme le maître. Raymond Vergès et d'une certaine manière le PCR en portent cette lourde responsabilité devant l'histoire.

Pour le Parc colonial, même la vierge au parasol, installée dans le Grand brûlé depuis 1895 sera, comme les petits bazardières chassée par les kaparèrs du Grand brûlé. Ce lieu de pèlerinage, de ferveur depuis la nuit des temps est supprimé, parce que ce « lieu ne doit pas être la foire du temple » disent-ils. Quel mépris pour les milliers de chrétiens qui se déplacent chaque année, pour le pèlerinage Sans mobilisation de notre part, demain, ils s'attaqueront à d'autres symboles de notre histoire, de notre vive ensemble, pourquoi pas aux autres religions.

peut-être le chemin de la souveraineté à suivre.

Alon sov sat i rès po nout zanfan, po nout péi domin. Lès pa bandna dégrinn nout listoir, gom nout mémoir, kraz nout patrimoine, fé komsi nou té ekzis pa, komsi nou lavé pi lavnir ... nout lavnir lé dovan nou !!!.

Il est insupportable que le Parc National avec le Conseil Général entendent priver les réunionnais de leur pique nique familial du week-end, c'est du mépris pour les petites gens condamnés à vivre dans des logements sociaux pourris des HLMR, de la SEMADER, de la SIDR etc... Et quel mépris des autorités qui ne trouvent rien à redire quand le directeur du Parc National demande autoritairement aux réunionnais « de fermer vos sales gueules », plainte déposée et classée, le procureur français n'a trouvé rien à poursuivre.

Il reste quand même de l'espoir, des municipalités comme celle du Tampon refuse l'adhésion de sa commune à la Charte du Parc National tandis que Petite Ile et Saint Philippe gardent une prudence attentive.

Noute 14 zulyé rényoné la déroulé dann in lanblanss familial èk noute zanbrokal, rougail saucisses, noute gato patate, maniyouk, lété nout « garden party » de protestation ce 14



La technique du colonialiste est bien rodée. L'histoire ne fait que se répéter. Dans les années 1896, par un artifice juridique des eaux et forêts français, les Kanaks et les Algériens, se sont faits déposséder de leurs meilleures terres qui seront données aux colons blancs envahisseurs. L'Algérie Algérienne a chassé les pillards et voleurs de terre. Pour les Réunionnais, préserver leurs patrimoines, et pour s'éviter de se retrouver étrangers dans son propre pays, c'est

juillet 2014.

La permèt anou osi fann nout zournal FANAL é koz ek tout domoun téla, donn zotokolan nout drapo, sat nout péi. Mont nout fièrté èt rényoné é défann nout péi. Zordi té Kan Ozoux, domin nou sra la ou la bozoin nou, partou y fo nou rouv lo zié, lès pa zot vol nout péi sa tanou sa, sa ta pa zot. Kom toultan, kom partou, si nou mèt pa la min ansanm, nou mont pa nou lé solidèr, va fer san nou ...

GAZA - PALESTINE ENCORE VICTIME DE LA BARBARIE SIONISTE

Solidarité des réunionnais avec le peuple Palestinien

La réconciliation entre l'Autorité Palestinienne et le Hamas intervenue le 2 juin dernier semble contrarier les plans du gouvernement Israélien. Le premier ministre tentera tout pour briser ce gouvernement d'union Nationale Palestinien des composantes de l'OLP.

Trois jeunes colons Israéliens, dont l'un est accusé depuis d'avoir humilié des prisonniers palestiniens, l'autre, soldat de l'occupation, enlevés et retrouvés assassinés dans le sud de la Cisjordanie à Hébron, seront le prétexte au lancement de la dernière boucherie de l'entité sioniste sur Gaza. Une opération vengeance/représailles, sera déclenchée en Cisjordanie pour rechercher des sympathisants du Hamas ou supposés tels. Les troupes sionistes encerclent des quartiers entiers et décrètent « zones militaires fermées », arrêtent sans procès, ni inculpation, 500 à 800 Palestiniens, dont 56 libérés en 2011 en échange du soldat Gilad Shalit. Des députés, ainsi que Aziz Dweik le président du parlement seront arrêtés. Cette violente opération coûtera la vie à des dizaines de personnes.

Mohamed Abu Khdeir, jeune Palestinien de 17 ans sera enlevé, battu, après l'avoir fait ingurgiter de l'essence et arrosé son corps, il sera brûlé vif. Ce crime horrible réveille un sentiment national de révolte jusqu'en Israël, plus de 7000 manifestants descendent dans les rues de Tel Aviv. Le mouvement se propagera dans le monde entier, y compris jusqu'à La Réunion.

Solidaire du peuple palestinien le LPLP dénonce la barbarie sioniste

Quatre jours après le déchainement de violences sur Gaza, le 12 juillet vers les 19 heures, le Comité Réunion Palestine Solidarité (CRPS) rassemble près de 200 personnes devant la préfecture – dont des représentants du LPLP, tous Palestiniens d'un soir – pour condamner l'agression barbare contre Gaza avec la complicité de l'occident, dont l'Etat socialiste français.

Pour une première fois en France, le gouvernement Valls et Hollande le Président crée le délit de solidarité, interdisant toutes manifestations de soutien au Peuple Palestinien. Cette provocation du gouvernement enflammait des quartiers de la capitale, transformés en zone de guérilla urbaine, les forces de l'ordre dépassées par le désordre affrontent les manifestants – qui refusent que leurs libertés démocratiques soient limitées par des interdictions dans le pays des droits de l'homme par un gouvernement complice de l'agression contre les populations de Gaza. Devant l'ampleur du mouvement de protestation dans le monde entier, le gouvernement a dû reculer.

A La Réunion le 3 août, des sous-marins du PS parasitent une manif du CRPS

Obligé de rattraper le faux pas du gouverne-



ment, les fractionnaires du PS maquillés en ligue des droits de l'homme, où officiait Dominique Rivière, en akaparant parasite le CRPS, et sous le vague sigle « Nout tout ansamb pou la Paix en Palestine » efface l'agresseur, de « respectables » pleureurs et pleureuses/caméra versera la larme crocodile de circonstance sur le peuple martyr de Gaza. De l'église catholique avec le monseigneur Aubry, aux imams divers ou représentants des musulmans, le pcr avec son éternel Vergès, sa clique et le bouquet Gironcel son dernier rechargé de justice, sans oublier la Nassimah Dindar, girouette du Conseil Général, tueuse de l'ARAST sacrifiée pour des intérêts ou combines inavouables avec ses comparses – soutiendrait la lutte des Gazaouis et réclame hypocritement l'envoi des casque bleus à Gaza, ce dont n'ont pas eu droit ses 1200 victimes de l'ARAST. De tels rassemblements factices discréditent la sincérité du mouvement.

Le samedi suivant, le CRPS, prévenu a repris de l'initiative, sans akaparer ou krapates, organise à Saint-Pierre le 9 août, le cercle du

silence, une autre façon d'attirer sainement l'attention des réunionnais sur le carnage sioniste à Gaza. Plus de 70 personnes avec deux membres du LPLP dans ce cercle pour marquer notre indignation de l'holocauste de Gaza, des crimes horribles, d'autres expliquaient la symbolique du geste en distribuant des appels aux boycotts des produits d'Israël en provenance des territoires occupés de Palestine.

Après 54 jours de bombardements intenses, de maisons, des écoles, des hôpitaux des abris refuges de l'ONU, des mosquées, de la centrale Electrique, provoquant la pollution de l'eau, jusqu'à la banque du sang. Malgré le sacrifice de milliers de victimes, des destructions sans nombre, le Hamas ressort grandit de cette lutte héroïque contre les troupes criminelles de Tsahal. Ils n'ont pas atteint leurs objectifs de destruction du Hamas. Le fragile accord de cesser le feu du 26 août, laisse le problème en entier. Gaza reste une prison à ciel ouvert, la libération des plus de 7000 prisonniers qui croupissent dans les geôles sionistes serait un début de solution au conflit.

